

**Compte rendu de l'entretien du dimanche 2 décembre 2018 à 10h avec
Fabienne Colboc, députée de la 4^{ème} circonscription de l'Indre et Loire et
Samuel Gesret, sous-préfet de chinon**

Le samedi 1^{er} décembre 2018, les membres de la délégation de Chinon nous ont contactés. Ils avaient rencontré le matin le maire de Chinon, Monsieur Jean Luc Dupont (un compte rendu de leur rencontre sera disponible sur le groupe).

Rendez – vous est pris au dimanche matin 9h dans un café de chinon afin de se concerter sur les différentes réflexions.

Nos deux délégations ne dépendant pas de la même députée, nous sommes informés par un des membres de la délégation de Chinon que nous sommes conviés en qualité d'observateur, et qu'il est envisageable que madame Colboc nous demande de quitter la salle.

Nous tentons de lire le document de préparation que nous avons rédigé, mais le temps est court et nous relisons le document produit par Chinon (basé sur la lettre rédigée à macron. Qui sera joint en annexe de ce compte rendu)

Arrivés à 10h à la mairie, Monsieur Gesret, sous -préfet de Chinon est présent et nous accueille dans une salle.

Sont présents, pour la délégation de Chinon : Francky, Suzy, et Sylvia ; pour la délégation de Port-Boulet : Maxime, Nadia et Cindy
ainsi que 4 autres membres de la délégation de Chinon (il est convenu qu'ils ne prennent pas la parole)

La discussion s'ouvre sur les violences policières de la veille à Tours, durant lesquelles Sylvia a été blessée au mollet et au pied. Elle expliquait s'attendre à une manifestation relativement bon enfant et s'est finalement retrouvée gazée, sans sommation préalable (vidéo à l'appui). Monsieur Gesret expliquait qu'il y avait eu des caillassages, des attaques à l'acide et surtout, il est très compliqué de pouvoir distinguer les casseurs des manifestants, surtout dans une manifestation non déclarée (« on a le droit de manifester, mais avec un cadre », réponse de Sylvia « les révolutionnaires n'ont pourtant pas déposé de déclaration en préfecture en 1789 »). De même, des restaurants face à la mairie ont subi des dégâts (Sylvia a bien expliqué que les bombes lacrymo et grenades utilisées par les forces de l'ordre la veille étaient lancées sur les toits des terrasses et sur le mobilier urbain, toujours vidéos à l'appui).

Suzy : « l'armée est au service de la Nation (du peuple) et non du pouvoir »

Arrivée de Madame Colboc, députée de la 4^{ème} circonscription d'Indre et Loire (avec café et chouquettes)

Avant de faire un tour de table des personnes présentes durant cette rencontre, le sous-préfet et la députée nous expliquent le but de cette réunion :

Tout d'abord le sous-préfet :

Il souhaite rencontrer les différents groupes de gilets jaunes présents sur son périmètre, soit : Noyant-sainte maure, Chinon et Port Boulet.

Il nous explique vouloir entendre tout le monde et ainsi comprendre le fond du mal-être, mesurer le malaise financier, sans politique. Il a bien compris que certains axes sont communs à tous, et il a relevé le coût du carburant, les taxes sur les retraites, et la fiscalité. Il souhaite comprendre les situations aux cas par cas, selon les différents ressentis, et pour cela, propose des réunions pour chaque groupe selon les différentes problématiques locales. Réunions plutôt le soir, afin que les personnes travaillant puissent être présentes, et un vendredi soir, de sorte à faire garder les enfants sans se préoccuper des jours d'école (le mardi soir, la députée n'est pas disponible), certainement fin de semaine de ce fait.

Concernant la députée, elle nous explique avoir rencontré 5 personnes de Noyant de Touraine à sa demande la semaine dernière, réunion qui s'est bien passée, durant laquelle elle a pu entendre leurs revendications et leur apporter des réponses selon les mesures instaurées. Ainsi, ces réunions n'apporteront pas de réponse concrètes, mais permettront un travail ensemble, en concertation, qui sera remonté plus haut.

A noter : elle a des permanences tous les 4^{ème} vendredi du mois en mairie de Chinon, mais aussi à la Riche, et à Panzoult, ces permanences ne demandant pas de prise de rdv préalable, et son bureau parlementaire est situé à Joué les Tours

Tour de Table :

Artisan charpentier - Chinon

Propriétaire viticulteur - Chinon

Salariée bénéficiant de l'allocation adulte handicapée

Chauffeur routier en convois exceptionnels (national et international)

Micro-entrepreneur

Retraitée ancienne éditrice

Conductrice ponts polaires (grue dans le milieu nucléaire en national)

Entrepreneur exploitant forestier - Chinon (qui expose des problèmes de charges, d'embauche, de rémunération, la lourdeur administrative, la consommation carburant (bien que, pour le moment, pas encore concerné directement puisque bénéficiaire du GNR, mais s'attend à ce qu'on y vienne)

(Conclusion de la députée : il est nécessaire d'aider le monde agricole)

Et un retraité depuis 10 ans (qui expose des problèmes de pouvoir d'achat, une retraite dure)

Lecture par Suzy de leur liste de doléances :

- Egalité et progressivité des prélèvements obligatoires par une progression des % de prélèvements indexés sur les revenus réels, y compris ceux de la finance (capitaux) *(cindy a ici insisté sur une répartition plus juste des dépenses et divers budgets au sein du gouvernement. la rémunération des députés a été abordée. Sylvia a montré des photos de députés jouant au scrabble, faisant leurs soldes, et de Christophe Castaner dormant « oh non ! c'est impossible ! Il y a beaucoup trop de bruit durant les séances pour pouvoir y dormir , quant aux jeux, durant certaines longues discussions très pointilleuses faisant appel à des personnes vraiment spécialisées, il arrive que l'on lâche le fil, surtout quand les séances s'éternisent jusqu'à 2h, 3h voire 6h du matin »)*
- Suppression des 1.7 % de la CSG des retraités *(équivalent d'un caddie de courses par mois dans certains foyers. Le sujet d'une meilleure répartition des fiscalités et budgets a été abordé. Question du sous – préfet : « êtes-vous pour ou contre les exonérations d'impôts ? » réponse de Suzy : « moi je suis pour que chaque foyer paye sa part d'impôts en fonction de ses revenus, même si ce n'est qu'un euro, que chacun participe à l'effort fiscal de la france», réponse de Cindy : « c'est un sujet que nous n'avons pas discuté entre nous, et plutôt que de vous répondre en notre nom propre, nous préfèrerions ne pas vous répondre », réponse de la députée « oui et puis là n'est pas la question ». francky : « on pique du pognon toute notre vie, et encore à la retraite »)*
- Redonner du pouvoir d'achat aux français en réformant l'Etat (suppression du Sénat et/ou du conseil départemental *(pourquoi plus le sénat que l'assemblée nationale ? réponse générale : « car les députés, eux, sont élus en direct », petite conclusion de l'item : il faut créer de l'emploi pour créer du pouvoir d'achat)*
- Alléger les charges des PME et des producteurs locaux et les contraintes administratives *(le sujet du CICE a été abordé. La députée : « toutes les entreprises sont concernées par le CICE)*
- Préserver notre modèle de santé à la Française, même s'il ennuie l'Europe, en maintenant les lits, augmentant les postes hospitaliers, gardant nos hôpitaux de proximité et nos maternités et en instaurant une mutuelle performante et accessible à tous *(réponse de la député : « les mutuelles sont justement revues car elles présentent un fonctionnement complexe. La demande c'est que chaque mutuelle présente une gamme de 15 à 20 produits remboursés à 100 % dans l'optique, le dentaire, et l'auditif. Objectif : que chacun ait le choix d'avoir le choix. A noter : La généralisation du tiers payant serait de nouveau en route. La députée : « il y a beaucoup de réformes, ce qui pose un soucis de dialogue avec le concitoyen. Ca va trop vite pour le gouvernement, mais pas assez pour les français »)*
- Maintenir et développer les lignes ferroviaires régionales *(la ligne Tours-Chinon a été abordée : la députée affirme qu'elle ne sera pas supprimée : « En réalité, c'est un rapport spinota qui a abordé ce sujet, ce qui est ensuite proposé au gouvernement, qui retient ou non.*

Dans ce cas-ci, cela n'a pas été retenu. En revanche cette ligne nécessite de la maintenance, de la rénovation et du développement. Ce pourquoi le département se bat avec la région »)

- *Créer un service de transports en commun performant, local, dense, afin de permettre aux villages d'avoir accès aux centres urbains (Chinon) et ainsi favoriser le commerce local (la désertification des centres-villes de Chinon et Bourgueil ont été abordés, avec les stratégies des municipalités concernant les places de parking, les horodateurs, les grandes zones commerciales, qui sont aussi une demande de la population (le sous-préfet « des horodateurs et des radars qui sont couverts avec des gilets jaunes, je ne les ai pas fait découvrir »). Nous avons également abordé le manque de services administratifs (même si il existe des accueils MSA, CAF, etc), un point numérique va être remis en sous-préfecture de Chinon, bien qu'un gros point noir persiste : le service des cartes grises. Aujourd'hui tout passe par le numérique. Il existe des maisons des services publics mais cela reste problématique pour les personnes vivant en zones blanches, pour les personnes âgées ne maîtrisant pas internet, etc. Il existe des axes de progrès à faire : accompagner et aider. Par exemple, à Noyant de Touraine, une conciergerie sociale avec un pôle accueil administratif va être mise en place, mais aussi valoriser les accès numériques. Les gj : quid des emplois supprimés dans le cadre de la numérisation des services publics ? réponse : cela va avec les réductions budgétaires, les non-remplacements des départs à la retraite etc. les gj : oui, mais la communication avec de l'humain manque clairement ! Chinon va être classé cœur de ville, ce qui est normalement impossible avec des villes de moins de 10000 habitants, et qui permettra de favoriser le commerce et l'habitat en centre-ville. La question du modèle itinérant, c'est-à-dire un bus qui bouge tous les jours pour effectuer les démarches administratives, a été rejetée par la députée car ne fonctionne pas. En revanche, dans le cadre de la loi mobilité, est-ce qu'un système de bus de transport fonctionnerait ? ramassage scolaire sous forme de pédibus, les problématiques des personnes à mobilité réduite (personnes âgées, et/ou en fauteuil) s'est posée... il faut y réfléchir selon les problématiques de chaque circonscription).*
- *Indexer les allocations, les pensions, et les retraites sur l'inflation réelle, augmenter les minima sociaux (et surtout, un seul et même calcul de retraite pour tous, élus, politiciens, citoyens, et suppression des régimes fiscaux aménagés. Nadia : que l'allocation adulte handicapé ne soit pas soumise à conditions de ressources pour le foyer, ce n'est pas un choix d'être handicapé. La députée : « il est normal que ce soit soumis à condition de ressources du foyer, c'est une allocation, il faudrait donc modifier ceci, avec un calcul différent, si le mari ramène un revenu suffisant, et que les ressources du couple sont aisées, vous trouvez ça logique que le couple touche l'AAH ? », « on reparlera des minimas sociaux après », à la question de l'exonération de CSG pour les députés sur leurs frais de représentation : « de toute façon tout est contrôlé, on rend compte de tout, il ne peut pas y avoir de fraude. L'enveloppe de 600 euros qui ne demande pas de justificatifs, c'est pour payer les billets de loterie (tombola) auxquelles je participe en bienfaitrice, la, je ne peux pas présenter de factures, vous comprendrez bien »)*
- *Augmenter les salaires et en premier lieu le SMIC afin d'augmenter le pouvoir d'achat et relancer l'économie*

- Réintroduire l'ISF, 4 milliards 230 millions de rétrocedés aux plus riches et une taxe carbone prise sur les petites gens pour un montant équivalent (*nous ne sommes pas contre la transition écologique, au contraire, mais il faut encore une fois, une répartition juste de la fiscalité*)
- Supprimer la taxe carbone, et réduire les taxes sur les carburants et produits de chauffage au moins jusqu'à ce que les pays de l'UE nous rejoignent sur le taux d'émission de carbone (suggestion de Mr Jean Luc Dupont), et après cet effort commun de l'ensemble des Etats de l'Union, créer une taxe carbone équitable et qui soit entièrement affectée à la transition écologique (*la députée : « si on fait ça, les aéroports et les croisiéristes iraient se fournir ailleurs » Suzy et Sylvia ont présenté un document montrant que l'empreinte carbone de la France est la plus faible, derrière l'Allemagne, par exemple*)
- Continuer à diminuer notre empreinte Carbone en allant vers une suppression totale des plastiques, mettre les camions sur des rails, taxer les gros pollueurs que sont les utilisateurs de kérosène et de fuel lourd, favoriser les circuits courts et l'agriculture biologique (*ici, nous avons abordé le fait que sous un prétexte écologique, les politiques nous imposent une fiscalité supplémentaire alors qu'en réalité de nombreux gestes sont possibles en amont à notre niveau, à leur niveau, et que sur la question écologique, qui est extrêmement importante, il y a tout un travail à faire. Nous avons également parlé de la posture du gouvernement qui nous amène vers les voitures électriques qui sont un désastre écologique, du tarif de l'électricité qui va augmenter à cause des véhicules électriques, des mines d'extraction de cobalt et de lithium « en nouvelle calédonie il n'y a pas d'enfants dans les mines »), de la façon de recycler les batteries, mais aussi les panneaux photovoltaïques, l'amiante, et aussi, ne serait-ce que sur un plan de sécurité : les pompiers ne sont pas formés à éteindre un incendie sur un véhicule électrique, ni sur les panneaux photovoltaïques,... la député et le sous-préfet admettent qu'il y a bien une faille à ce niveau, mais madame Colboc espère que la science et la recherche auront fait des découvertes d'ici là... « la science est dotée de miracles ». La députée nous a demandé par quoi remplacer le véhicule à eau si le gasoil et l'essence polluent de trop, nous lui avons répondu le moteur à hydrogène et le moteur à eau. La députée nous a répondu que ça ne rapportait pas à l'état, ce sur quoi à renchérit le sous-préfet « ça n'intéresse pas les lobbys »A la remarque que la transition écologique, oui, mais avec un vrai budget attribué à la cause, la réponse a été : « en réalité le budget restant est attribué à la santé, pour toutes les personnes qui meurent de la pollution aux particules fines »)*
- Interdire TOTALEMENT l'utilisation du glyphosate et des pesticides qui empoisonnent notre nourriture et les abeilles essentielles à la survie de l'humanité toute entière (*la députée a tenu à préciser que le vote n'était pas pour l'utilisation du glyphosate définitivement, mais pour une période de transition de 3 ans, de sorte à permettre aux agriculteurs le temps de s'organiser sans glyphosate. Nous avons rappelé ici que bien des agriculteurs fonctionnent sous forme d'agriculture raisonnée, avec ou sans label bio, et qu'ils sont un modèle...*)
- Rendre réelle la possibilité des citoyens d'obtenir l'organisation de référendum d'initiative populaire sur des sujets les tenant à cœur, retrouver notre droit à exprimer nos volontés et

décisions de peuple souverain

- Supprimer l'article 49-3 et les ordonnances, toutes les lois qui nous régissent doivent être discutées et votées par le peuple et ses représentants ainsi que l'ont voulu les rédacteurs de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen lors de la révolution de 1789

Suite à toutes ses discussions, la députée a tenu à nous présenter des mesures qui sont en cours.

- Le CICE qui dès 2019 se pérennise et toutes les entreprises sont concernées, pas seulement les multinationales
- Mise en place d'un plan pauvreté (garanties pour les jeunes, travail avec la mission locale, des contrats d'insertion, etc)
- Apprentissage : aides et facilité du circuit administratif pour les patrons, rémunération augmentée (« non, l'aide aux patrons n'est pas supprimée »)
- Augmentation des minimas sociaux (AAH, RSA, minimum vieillesse entre autres)
- Augmentation de la prime d'activité
- Aides pour les familles monoparentales augmentées
- Pour les étudiants : suppression de la sécurité sociale étudiante au bénéfice du régime général, investissements dans des nouveaux locaux étudiants (nous avons abordé le rapport de la cour des comptes concernant les frais d'université, la réponse du parlement date du 28/11/18 au QAG, du moins avec les politiques actuels.... Ils ne peuvent garantir les politiques futures)
- La pension de réversion diminuée : c'est faux
- Pour la santé, lutter contre les déserts médicaux, ici, beaucoup de maisons de santé, mais manque de spécialistes
- Noyant fait partie d'un plan territoire 0 chômeurs longue durée
- Dispositif 100% inclusion (en lien avec le ministère du travail) qui vise un accompagnement des demandeurs d'emploi, et des structures d'insertion (noyant, zone de test)
- Enfin, sur Chinon, travail avec CLAC pour un dispositif parentalité (ateliers universels pour tous âges : grossesse, 0-3 ans, 4-6 ans, 7-11 ans, adolescence ; abordant des thèmes tels que la nutrition, la prévention, etc... le territoire chinonais présente une population en état de grande pauvreté selon le sous-préfet)

Un point en conseil des ministres sera fait dans la semaine.

Madame Colboc est repartie avec les 2 documents produits par les 2 délégations : la liste des doléances rédigée par chinon, et le document de préparation à cette entrevue par Port Boulet

Monsieur Gesret exprimait également son souhait d'avoir des exemples concrets de budgets familiaux sur les différents territoires.

A notre sortie de la rencontre, Malo Richard, journaliste de la Nouvelle république était présent.